

**Mission internationale pour la liberté de la presse et la liberté
d'expression au Sri Lanka**

**La liberté de la presse au Sri Lanka :
une lutte pour la survie**

Mars 2007

Les organisations associées à la Mission internationale pour la liberté de la presse au Sri Lanka sont :

ARTICLE XIX
Committee to Protect Journalists (CPJ)
FreeVoice
International Federation of Journalists (IFJ)
International Freedom of Expression Exchange (IFEX)
International Media Support (IMS)
International Press Institute (IPI)
International News Safety Institute (INSI)
Reporters sans frontières (RSF)
South Asia Press Commission (SAPC)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
World Association of Community Radio Broadcasters (AMARC)
World Association of Newspapers (WAN)
World Press Freedom Committee (WPFC)

Acronymes et terminologie

AMARC	World Association of Community Radio Broadcasters
ANCL	Associated Newspapers of Ceylon
CPA	Centre for Policy Alternatives
EPDP	Eelam People's Democratic Party
FMM	Free Media Movement
GoSL	Government of Sri Lanka
IDP	Internally Displaced Person
IFJ	International Federation of Journalists
IMS	International Media Support
INSI	International News Safety Institute
IPI	International Press Institute
LTTE	Liberation Tigers of Tamil Eelam
MRTC	Media Resource Training Centre (Jaffna)
PCCSL	Press Complaints Commission of Sri Lanka
RSF	Reporters Without Borders
SAPC	South Asia Press Commission
SLA	Sri Lanka Army
SLBC	Sri Lanka Broadcasting Corporation
SLPI	Sri Lanka Press Institute
SLPI	Sri Lanka Press Institute
TMA	Tamil Media Alliance
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
WAN	World Association of Newspapers
WPFC	World Press Freedom Committee

1. Présentation

En octobre 2006, une délégation regroupant des membres d'organisations internationales de défense de la liberté de la presse s'est rendue au Sri Lanka. Cette mission avait pour but de rendre compte de la réalité des médias locaux dans un contexte conflictuel entre le gouvernement sri lankais et le mouvement des Tigres de libération de l'Eelam (LTTE).

La mission a examiné la situation des médias en anglais, cinghalais et tamoul, mais elle a accordé une importance plus particulière à la répression des médias en tamoul, victimes d'attaques répétées, notamment dans les zones affectées par les combats. Ces affrontements entraînent des restrictions importantes dans la circulation de l'information dans le Nord et l'Est entravant ainsi l'accès à l'information dans tout le pays. Cette absence d'information rend les communautés davantage vulnérables à des rumeurs qui, à terme, ne font que nourrir l'instabilité. Dans les zones contrôlées par le LTTE, les journalistes ne jouissent quasiment plus d'aucune liberté.

La sécurité :

La mission internationale a observé une réelle détérioration des conditions de sécurité pour les médias sri lankais avec une intensification des menaces, enlèvements et agressions perpétrés par toutes les parties engagées dans le conflit, mais surtout par des militaires et des paramilitaires. Depuis août 2005, neuf professionnels des médias ont été tués, des dizaines menacés de mort, agressés, d'autres ont été victimes de violence afin de les empêcher de distribuer leurs journaux. De plus, alors que parfois l'identité des meurtriers est connue, les autorités locales n'agissent pas. Par conséquent, beaucoup de professionnels doivent se cacher, parfois durant de longues périodes (six mois). Les familles des victimes n'échappent pas non plus à ces menaces.

La censure informelle :

La censure existe, mais de manière indirecte. Ceux qui remettent en cause la politique du gouvernement sont accusés d'être des traîtres ou des espions. Dans un contexte où les autorités dénigrent les médias, s'exprimer librement devient une activité dangereuse, parfois même mortelle.

En août, le président a ainsi annoncé à des journalistes que les militaires allaient tout faire pour censurer les médias. Une lettre datant du 20 septembre 2006, écrite par le ministre de la Défense à l'attention de plusieurs professionnels des médias leur informant que "toute information récoltée, devait être sujette à des clarifications et confirmations", a été interprétée comme une tentative de censure. Que cela en ait été le but ou non. A cela s'ajoute que l'accès aux informations officielles est conditionnée aux affiliations politiques de chaque média.

Les chaînes de télévision internationales sont inaccessibles depuis que le gouvernement a décidé d'empêcher toute retransmission d'émissions par satellite. La censure de certains films et programmes ainsi que l'intervention dans les processus de validation par le gouvernement, mettent sérieusement en danger la liberté d'expression.

Des lois liberticides :

Les réglementations d'urgence mises en place le 18 août 2005 ont donné au gouvernement des quasi pleins pouvoirs quant à la censure des médias. Par ailleurs, la loi sur les Secrets Officiels (OSA) punit toute révélation de "secrets officiels" qui ne sont pas précisément définis. Il est alors très difficile d'écrire quoique ce soit concernant les autorités. A cela s'ajoute, la loi sur le Conseil de la presse (PCL) datant de 1973, interdisant la diffusion de certaines décisions prises par le

gouvernement, de certains documents officiels, et de certaines informations en matière de défense, sécurité et fiscalité.

En juin 2006, le gouvernement a décidé de restaurer la régulation étatique des médias en réaffirmant l'autorité du Conseil de la presse sri lankais en la matière. Dans les faits, il n'a toujours pas été mis en oeuvre. Le 6 décembre, le gouvernement a introduit des réglementations d'urgences (la loi sur la prévention du terrorisme et des activités terroristes), qui ont été fortement critiquées par la société civile pour leur impact néfaste sur la liberté d'expression.

En revanche, le gouvernement n'a toujours pas adopté de loi pour garantir le droit à l'accès à l'information bien qu'il avait accepté une première version d'un texte en 2003. Par ailleurs, la législation sur la télédiffusion ne garantit pas l'indépendance des chaînes privées et publiques.

Bien que de nombreuses campagnes aient demandé que le gouvernement ne soit plus propriétaire de titres de la presse écrite, le gouvernement contrôle toujours le groupe de presse Journaux Associés de Ceylon (ANCL ou "Lake House").

2. Sécurité et impunité :

Des militants des droits de l'homme ont rapporté à la Mission internationale que 2006 avait été l'année la plus déplorable en matière de violations des droits des réfugiés, avec une multiplication des cas de personnes disparues ou assassinées. Parallèlement, avec neuf assassinats de journalistes enregistrés durant la dernière année et demie, les attaques contre les professionnels des médias ont continué de croître, surtout au sein de la presse tamoule. Dans un contexte où les menaces de mort et autres formes de harcèlement sont omniprésentes (allant jusqu'à l'agression de livreurs de journaux), les médias sri lankais se sentent totalement assiégés.

Au cours des 18 derniers mois, les journalistes suivants ont été tués :

Dharmatnam Sivaram – 29 avril 2005

Le corps de Dharmatnam Sivaram a été découvert près du Parlement sri lankais dans une zone sous haute sécurité à Colombo. Sivaram avait été enlevé la veille à 22h30 devant un restaurant par un groupe d'homme non identifié. La zone de sécurité où le corps de Sivaram a été trouvé est sous la surveillance constante de patrouilles de l'armée. Ce qui a conduit des médias locaux à accuser le gouvernement pour ce crime. Dharmatnam Sivaram, également connu sous le pseudo "Taraki", travaillait pour le journal *The Daily Mirror* de langue anglaise, en tant que chroniqueur politique. Il faisait également partie du conseil de rédaction du site *tamilnet.com* et était connu pour ses critiques du gouvernement.

Relangi Selvarajah – 12 août 2005

Relangi Selvarajah et son mari ont été abattus par des hommes armés non identifiés dans le quartier de Bambalapitiya à Colombo. Elle avait notamment travaillé en tant que présentatrice pour la chaîne Sri Lanka Rupavahini Cooperation (SLRC) et travaillait en tant que journaliste auprès du Sri Lanka Broadcasting Cooperation (SLBC).

Subramaniam Sugirdharajan – 24 janvier 2006

Sugirdharajan, qui était employé au port de Trincomalee (Est) et journaliste, a été tué alors qu'il attendait son bus pour se rendre au travail. Il avait publié des articles et des photos critiquant l'armée et des groupes paramilitaires dans le journal *Sudaroli*. Ses photos de cinq étudiants assassinés à Trincomalee le 2 janvier avaient été utilisées afin de réfuter les premières dépositions qui affirmaient que les étudiants avaient été victimes de l'explosion de grenades.

Suresh et Ranjith Kumar – 2 mai 2006

Alors que les professionnels des médias se réunissaient à Colombo pour la Journée internationale de la liberté de la presse, un groupe d'hommes armés non identifiés ont attaqué les bureaux du journal *Uthayan* dans la ville de Jaffna. Suresh Kumar, responsable du marketing, et Ranjith Kumar, employé du quotidien, ont été tués. Cinq autres employés ont été blessés et les locaux endommagés. Six personnes ont été mises en garde à vue mais aussitôt placées en liberté provisoire. Certaines sources à Jaffna affirment que ces personnes n'avaient aucun lien avec l'affaire.

Lakmal de Silva – 2 juillet 2006

Journaliste freelance, Sampath Lakmal de Silva a été tué par un groupe d'hommes non identifiés le 2 juillet 2006. Il avait été enlevé dans la maison de ses parents à Borallasgamuwa, dans le sud de Colombo le matin même à 5 heures. Il a été retrouvé, tué par balles, à environ trois kilomètres de chez ses parents. Sa mère a affirmé qu'il était parti à la rencontre de militaires qu'il connaissait depuis un moment.

Mariathas Manojanraj – 27 juillet 2006

Mariathas Manojanraj, vendeur de journaux de 23 ans, a été tué par l'explosion d'une mine alors qu'il se rendait à Jaffna pour y récupérer des copies du quotidien tamoul *Thinakkural*. Les distributeurs de journaux en langue tamoule étaient déjà victimes de menaces depuis un certain temps.

Sathasivam Baskaran – 16 août 2006

Sathasivam Baskaran était chauffeur et livreur du journal *Uthayan*, basé à Jaffna. Il a été tué au volant de son véhicule de fonction alors qu'il profitait de la levée temporaire d'un couvre-feu afin de livrer des copies du journal. Il a été tué par balles dans son véhicule facilement identifiable alors qu'il traversait une zone contrôlée par l'armée sri lankaise. D'après le site *tamilnet.com*, des soldats l'auraient abattu.

Sinnathamby Sivamaharajah – 21 août 2006

Sinnathamby Sivamaharajah, directeur général du journal de langue tamoule *Namthu Eelanadu*, basé à Jaffna, a été tué par balles à Vellippalai. Suite à quoi, le journal a cessé toute activité.

Les professionnels des médias qui se réfugient chez leurs proches ou sur leurs lieux de travail s'inquiètent pour la sécurité de ceux qui les entourent. Ceux qui ont demandé une protection policière se sont plaints du fait qu'ils étaient davantage placés sous surveillance, et que, dans certains cas, ils devaient nourrir ceux qui devaient assurer leur sécurité. Des professionnels affiliés à des médias critiqués par le gouvernement ont affirmé que leurs faits et gestes étaient surveillés de près.

Il devient très difficile et risqué de déposer une plainte auprès des autorités lorsque les professionnels des médias sont victimes de menaces ou d'agressions. A titre d'exemple, un groupe d'hommes armés qui s'étaient introduits dans les locaux d'un journal de langue tamoule, plus tard arrêtés par la police, ont été immédiatement relâchés lorsqu'ils ont été identifiés comme appartenant à l'armée.

La situation est d'autant plus complexe que les propriétaires des médias ne forment pas leurs employés à la prévention des risques. Beaucoup de professionnels des médias tamouls reçoivent des menaces mais n'en informent pas leurs proches, ce qui les met davantage en danger.

Les traumatismes et le stress dont sont victimes ces personnes sont d'autant plus inquiétants qu'il n'existe aucune structure qui pourrait leur apporter un soutien psychologique pendant et après les faits. Malgré cela, la plupart des collaborateurs refusent d'abandonner leur mission d'information.

Les cas étudiés par la Mission internationale montrent qu'il existe une réticence de la part des autorités à mener à bien les enquêtes autour des meurtres et incidents commis, ainsi que de rendre publiques ces investigations. Citons pour exemple des cas où les informations nécessaires à l'identification des auteurs des homicides avaient été fournies et où les autorités n'ont pas approfondi ces enquêtes. Dans le cas de Dharmaratnam Sivaram, la police a arrêté un cadre d'un mouvement tamoul anti LTTE, mais l'enquête n'a pas progressé depuis. Dans les cas de Suresh Kumar et Ranjiyh Kumar, le nom d'un des suspects avait été fourni à la police, mais rien n'a été fait par la suite.

Les questions relatives aux meurtres de professionnels des médias ont été posées au porte-parole du ministère de la Défense, Keheliya Rambukwella. Celui-ci a refusé d'admettre que neuf professionnels des médias avaient été tués au cours des 18 derniers mois, mais a reconnu être au courant d'au moins deux d'entre eux.

Il s'est engagé auprès de la Mission internationale à enquêter sur toutes ces accusations. Il a affirmé être ouvert au dialogue et faire tout ce qui était en son pouvoir afin de veiller à la bonne progression de ces enquêtes, mais également dans la mesure du possible à élucider ces affaires.

La Mission internationale a apprécié la déclaration d'Anusha Palpita, responsable de l'Information du gouvernement, dans laquelle elle affirme que le gouvernement sri lankais ne saurait tolérer les attaques commises contre les professionnels des médias ainsi que les attaques contre les médias dans le Nord et l'Est. La Mission internationale attend avec impatience de recevoir davantage d'informations en ce qui concerne "l'investigation approfondie de ces incidents" menée par un commissaire de police à la demande du président Mahinda Rajapaksa.

La Mission internationale apprécie également l'adoption de la résolution 1738 du Conseil de sécurité des Nations unies , le 23 décembre 2006. Dans ce cas précis, la résolution inclut la condamnation des attaques contre les professionnels des médias en insistant sur la nécessité de traduire en justice les auteurs de ces délits en accord avec la loi internationale. La résolution rappelle également la nécessité pour les Etats de mettre un terme à toute forme d'impunité et d'assurer le respect et l'indépendance des professionnels des médias.

3. La censure

La censure au Sri Lanka varie en fonction de la langue et du type du média, mais également selon la région. Officielle ou pas, les responsables de cette censure sont multipliés, allant du gouvernement à des responsables locaux en passant par les forces armées ou la police locale.

L'un des problèmes majeurs constaté est celui de l'autocensure des médias pour des raisons de sécurité. Ce phénomène s'est accentué depuis septembre, date à laquelle le ministère de la Défense a publié une lettre demandant à tous les médias de valider toute information auprès du Media Centre for National Security.

A cela s'ajoute qu'un grand nombre de personnes employées par des médias perçus comme critiques par le gouvernement sont placés sous surveillance par des agents des services de sécurité. C'est dans ce contexte que la Mission internationale a mené ses entretiens.

Dans le secteur privé, certains collaborateurs des médias ont évoqué une atmosphère "de peur", ainsi que "l'hostilité palpable dans l'air". Des responsables de radios et de télévisions privées affirment avoir été sommés de ne pas donner la parole au LTTE. En même temps, les médias contrôlés par le gouvernement évitent de formuler des critiques. Il ne fait aucun doute qu'il existe

une censure informelle. A cela s'ajoute qu'il est de plus en plus compliqué d'obtenir et de confirmer des informations pourtant d'utilité publique.

Des membres du Parlement ainsi que des élus locaux vont jusqu'à traiter les professionnels des médias, qui ne respectent pas ces restrictions, de "traîtres" et de "menteurs", les exposant ainsi à un danger croissant.

La Mission a relevé de grandes différences dans les expériences vécues par les journalistes en fonction de la langue de leur média. D'un côté, les collaborateurs de médias de langue anglaise ou cinghalaise se plaignent d'intimidations et de menaces de la part du LTTE, ainsi que de pressions de la part du gouvernement pour qu'ils se conforment aux desiderata de ce dernier. Ce phénomène est d'autant plus fort depuis l'adoption de la nouvelle réglementation anti-terroriste qui a résulté en une importante autocensure au sein même des médias de langue anglaise et cinghalaise les plus influents. Néanmoins, les médias en anglais et cinghalais semblent évoluer dans un contexte beaucoup moins complexe et hostile que celui des médias de langue tamoule.

Tel que l'a expliqué un collaborateur d'un média tamoul, le pays est divisé entre le Sud où la censure est généralement informelle, et le Nord et l'Est où les restrictions sont plus directes et manifestes. Afin d'illustrer cette distinction, le collaborateur interviewé a expliqué que pour lui "c'était comme publier dans deux pays différents".

Une autre personne interviewée a ajouté que ces violences étaient dûes au fait que les médias de langue tamoule travaillent sur le terrain dans les zones de conflits alors que les médias de langue cinghalaise ne publiaient que des informations de seconde main. Tous les professionnels des médias qui tentent de travailler dans les zones de conflits du Nord et de l'Est s'accordent à dire qu'ils se trouvent systématiquement dans une impasse, face au LTTE ou face au gouvernement contrôlant tout mouvement dans ces zones.

Face à cette situation, les professionnels des médias tentent de coopérer davantage entre eux afin de trouver des solutions à leurs problèmes, notamment par la formation de syndicats de professionnels des médias.

Les correspondants tamouls dans le Nord et l'Est, surtout à Jaffna, doivent faire face à une pression toujours plus grande. Dans de nombreux cas, la police refuse de collaborer et de confirmer les informations. Des officiers de police ainsi que des paramilitaires se rendent régulièrement dans les locaux des médias afin d'intimider les employés. Dans d'autres cas des policiers et des paramilitaires n'hésitent pas à menacer, agresser ou encore tuer des professionnels des médias afin d'affirmer leur pouvoir.

Il faut rappeler qu'empêcher la distribution de journaux dans le Nord et l'Est constitue également une violation importante de la liberté de la presse et participe également à renforcer l'insécurité chez les populations locales. La Mission internationale a appris que des groupes paramilitaires, tels que le groupe "Karuna", avaient empêché la libre circulation des médias indépendants de langue tamoule *Virakesari*, *Thinakural* et *Sudar Oli* dans l'Est parce qu'ils étaient indépendants. Les médias électroniques sont également contraints de fournir une copie aux militaires des images tournées dans les zones de conflits.

La Mission internationale a également confirmé que le LTTE était responsable d'un nombre important de violations de la liberté de la presse. Dans les zones contrôlées par le LTTE, la liberté de la presse est très limitée. Le LTTE est mêlé aux enlèvements de plusieurs professionnels des médias ainsi que le meurtre d'au moins un professionnel des médias. Le LTTE n'hésite pas à exercer des pressions sur les médias en les menaçant ou en forçant les employés à démissionner.

Les reporters à Jaffna et dans l'Est ont également de grandes difficultés à diffuser leurs informations dans le reste du pays puisque les transports vers Colombo sont peu fiables et qu'ils ont rarement accès à Internet ou au téléphone. De nombreuses lignes téléphoniques ont été détruites.

Un professionnel des médias qui travaille dans cet environnement hostile a expliqué à la Mission qu'il devait obéir à quatre "gouvernements" : le gouvernement du Sri Lanka, le LTTE, les groupes paramilitaires ainsi que certains dirigeants d'ONGs. Une autre personne interviewée a affirmé qu'il existait à présent quatre segments dans l'opinion au Sri Lanka : les ONGs et le secteur privé ; les lecteurs des médias cinghalais ; les lecteurs des médias tamouls ; et les supporters du gouvernement. Et que l'incompréhension grandissait entre ces groupes.

Le ministre des Médias et de l'Information, Anura Priyadarhana Yapa, a affirmé à la Mission qu'il encourageait vivement les professionnels des médias à contacter le bureau du ministère en cas de problème. Il a ajouté que le ministère restait ouvert à toute heure pour tous les journalistes et qu'il très facilement personnellement à la disposition de tous. Selon lui, son numéro de téléphone portable est disponible à toute la profession. Le ministre a rappelé qu'il avait également instauré un système particulier de sécurité sociale pour les professionnels des médias. De son côté, le ministère de la Défense a également instauré un numéro d'urgence que les professionnels des médias peuvent appeler en cas d'urgence. Tous les appels vers ce numéro sont enregistrés.

4. La législation propre aux médias

La législation et la politique adoptées par le gouvernement ont des effets des plus inquiétants sur la liberté d'expression et la liberté de la presse. Bien que le gouvernement affirme en public qu'une presse libre est l'une des conditions sine qua non de toute démocratie, très peu a été fait afin de mettre en place une législation qui prônerait l'indépendance et la pluralité des médias. Bien au contraire, les mesures adoptées par le gouvernement mettent à mal la pluralité de l'information.

Malgré une mobilisation continue et la publication de nombreux rapports officiels sur ce sujet, le gouvernement n'a toujours pas pris les mesures nécessaires afin de convertir les médias étatiques en de véritables médias publics, leur garantissant ainsi une indépendance éditoriale. A titre d'exemple, la loi N.37, Sri Lanka Broadcasting Corporation Act (1966), affirme que tous les dirigeants de la SLBC sont nommés par la ministre. Cette situation est clairement anti-démocratique et biaise le contenu des informations et des programmes.

Le gouvernement n'a pas non plus adopté de lois pour établir un Conseil audiovisuel indépendant qui pourrait accorder des licences à des médias locaux et privés. Pour le moment, seul le gouvernement ou la SLBC en ont la capacité. La loi garantissant l'accès à l'information n'a toujours pas été adoptée bien qu'elle soit sur l'agenda parlementaire depuis 2002.

Le gouvernement souhaite remettre en place un Conseil de la presse qui aurait la charge d'appliquer des sanctions contre les médias. Tout cela bien que les autorités se disent opposées à toute forme de censure.

5. Observations et recommandations

Sur la base des informations collectées au Sri Lanka, les membres de la Mission internationale souhaitent que le gouvernement, les forces armées, le LTTE, les partis politiques, les groupes paramilitaires et militaires, les médias se concentrent sur les points suivants :

Favoriser la diversité, l'ouverture et la pluralité de l'environnement médiatique afin que les professionnels des médias puissent travailler en toute sécurité et liberté en accord avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Déclaration universelle des droits de l'homme et autres standards internationaux.

Reconnaître le rôle primordial d'un journalisme objectif, juste et indépendant, dans la diminution des tensions et de l'insécurité au sein du pays ainsi que le courage et professionnalisme des journalistes qui s'engagent à fournir des informations objectives et fiables. Une presse indépendante incarnant ces principes est un élément clé dans tout effort visant à assurer une paix à long terme.

Cesser immédiatement toute forme de harcèlements, enlèvements, agressions et attaques contre les professionnels des médias ainsi que leurs locaux, commis par toutes les parties engagées dans le conflit et visant plus particulièrement, mais pas exclusivement, les médias en tamoul.

Dans ce contexte, la Mission internationale rappelle les parties en conflit à leurs responsabilités selon les Conventions de Genève.

Mener à bien des enquêtes exhaustives et transparentes à chaque fois qu'un professionnel des médias, ou un de ses proches, est agressé, tué ou menacé de mort, afin de traduire en justice les auteurs de ces actions, mettant ainsi un terme à l'impunité. Parmi ces enquêtes, la Mission met un accent particulier sur les cas de Subramaniyam Sugirdharajan, Suresh Kumar, Ranjith Kumar, Lakmal de Silva, Mariathas Manojanraj, Sathasivam Baskaran et Sinnathamby Sivamaharajah. Tous ces professionnels des médias ont été tués en 2006. Nous encourageons également les autorités à enquêter sur les meurtres qui ont eu lieu auparavant.

Admettre que toutes les parties engagées dans le conflit ont été responsables d'attaques contre les médias. Seuls le LTTE et les forces de sécurité qui contrôlent des zones de conflits, peuvent mettre un terme à l'impunité. En accord avec la déclaration faite le 2 mai 2006 à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse à Colombo, le gouvernement doit agir afin de veiller à l'arrestation et au jugement de tout individu qui s'en prend aux professionnels des médias ou à leurs locaux. La Mission encourage vivement le porte-parole du ministère de la Défense, Kehelia Rambukwella, qui s'est engagé à veiller à ce que toutes les plaintes soient élucidées, à rendre publiques les avancées de ces enquêtes.

Assurer la protection de tous les professionnels des médias qui le souhaitent afin de ne pas permettre que les menaces ou les attaques potentielles entravent le bon déroulement du travail des journalistes. Les rédacteurs en chef et les propriétaires des médias devraient également faire le nécessaire afin d'améliorer la protection de leurs employés.

Cesser toute démarche qui compromet l'indépendance éditoriale des médias. La Mission se félicite des déclarations du porte-parole du ministère de la Défense qui s'est engagé à ce que les militaires et les officiers de police n'influencent plus le contenu des rédactions.

Garantir la liberté de mouvement des professionnels des médias dans toutes les zones du pays sans restriction aucune.

Interdire toute insulte envers les professionnels des médias. Il est nécessaire que toutes les parties engagées dans le conflit cessent de mettre en cause les médias et qu'elles adoptent une position claire en faveur de la liberté de la presse.

Abroger toute législation contraire à la liberté de la presse. Il est nécessaire de veiller également à ce que toute forme de censure directe ou indirecte soit interdite.

Reconnaître que le droit à l'accès à l'information est un droit fondamental et que le gouvernement doit adopter une loi assurant ce droit en accord avec les standards internationaux.

Sans plus attendre, il faut prendre toutes les mesures nécessaires afin de transformer les médias contrôlés par l'état en médias publics dont l'indépendance éditoriale sera assurée, ou bien de les privatiser. La loi doit permettre d'assurer l'indépendance des médias privés et ces derniers doivent être régulés par un organe indépendant du gouvernement.